



Communiqué de presse



Berne, le 6 septembre 2019

JOURNÉE SUISSE DE L'ÉDUCATION 2019: LA FORMATION EN SUISSE VUE PAR LES POLITIQUES

Lors de la Journée Suisse de l'Éducation du 6 septembre 2019 à Berne, plus de 130 acteurs de l'éducation et de la politique ont échangé leurs idées sur la formation en Suisse et les ont comparées à la réalité de leur mise en œuvre au niveau cantonal. Les associations d'enseignant-es LCH et SER ont présenté sept revendications qu'elles considèrent comme des opportunités pour un développement positif du système éducatif suisse.

Le fait que les premières années de la vie sont particulièrement importantes pour le développement et l'apprentissage d'un-e enfant est largement incontesté. C'est pourquoi, il est d'autant plus important d'offrir à toutes et tous les enfants de Suisse des services d'encadrement et d'accueil de qualité, abordables et généralisés, afin de leur offrir un bon départ dans le système éducatif. C'est l'une des sept demandes formulées lors de la Journée Suisse de l'Éducation qui s'est tenue à Berne le 6 septembre en présence du plus de 130 invités. Cette importante manifestation est organisée tous les deux ans par la Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz (LCH) et le Syndicat des enseignant-es romand-es (SER).

Les principaux représentant-es se parlent

Conformément à la devise de la Journée Suisse de l'Éducation « Les associations d'enseignant-es et les acteurs politiques se parlent », les représentant-es politiques et syndicaux ont échangé leurs idées pour trouver des solutions permettant d'améliorer encore la qualité du système éducatif suisse. Après que Christian Rüefli, directeur général de Büro Vatter, a présenté les programmes de politique de l'éducation des principaux partis politiques, des membres du Conseil national et du Conseil des États ont développé les positions de leurs partis sur la formation en Suisse. Par la suite, des conseiller-ères d'État en charge de l'éducation ont comparé ces positions des partis avec les conditions qu'ils/elles rencontrent en tant que responsables de la mise en œuvre au niveau cantonal.

Sept chances pour la formation

Pour terminer, LCH et le SER ont présenté sept revendications à considérer comme autant d'opportunités pour la formation. En plus du renforcement de l'égalité des chances avant l'école obligatoire par la généralisation des services d'accueil pour les enfants, les deux associations sont en

Journée Suisse de l'Éducation
6 septembre 2019
Hôtel Schweizerhof Bern

IT-Partner



swisscom

LCH – Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz
SER – Syndicat des enseignants romands

Zentralsekretariat
Secrétariat général

Pfingstweidstrasse 16, 8005 Zürich 044 315 54 54
Av. de la Gare 40, 1920 Martigny 027 723 59 60

www.bildungstag.ch • www.journee-education.ch

info@bildungstag.ch • info@journee-education.ch



La formation en Suisse vue par les politiques

faveur du renforcement de la formation des enseignant-es du primaire. Compte tenu des nouveaux domaines d'activité et des exigences accrues, la Suisse ne doit pas se laisser distancer par les pays européens à cet égard. Les deux associations faitières d'enseignants souhaitent également des mesures pour atteindre l'objectif fixé par la Confédération et les cantons, à savoir que 95 pour cent des jeunes de 25 ans doivent avoir achevé une formation du niveau secondaire II. Pour ce faire, tous les cantons doivent de fait mettre à la disposition des jeunes des services de transition soutenus par la Confédération. Pour le bien des élèves et des enseignant-es, le SER et LCH appellent à la mise en place de réelles mesures de protection de la santé au travail dans les établissements scolaires, comme cela est le cas dans le secteur privé. Afin de garantir une utilisation efficace des technologies numériques dans les écoles, une formation et un perfectionnement plus poussés des enseignant-es, une infrastructure moderne et un soutien technique sur place doivent également être assurés. De même, le soutien financier apporté par des particuliers ou des entreprises aux universités et aux écoles supérieures ne doit pas se substituer à celui apporté par le secteur public, mais le compléter selon des règles précises. Enfin, les deux associations d'enseignant-es appellent à une augmentation encore plus importante de la contribution aux échanges linguistiques prévue dans le message sur la culture du SBFJ pour les années 2021 à 2024.

Le SER et LCH sont convaincus que la mise en œuvre rapide de ces sept exigences aura un impact positif sur la qualité de l'enseignement et sur celle des écoles publiques. De leur point de vue, les acteurs et les actrices politiques ont la responsabilité d'assurer le bien-être de notre pays.

Personnes de contact :

(le 6 septembre entre 13h30 et 14h30 ou après 16h30)

Dagmar Rösler
Zentralpräsidentin LCH
+41 79 866 54 43
d.roesler@LCH.ch

Samuel Rohrbach
Président SER
+41 79 251 22 42
president@le-ser.ch

